

«La France tient son rang dans le commerce mondial»

Propos recueillis par Cyrille Lachèvre et Arnaud Rodier

La secrétaire d'État au Commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, devrait annoncer vendredi un déficit commercial aux alentours de 43 milliards d'euros pour 2009, contre 55,7 milliards en 2008.

La secrétaire d'État au Commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, dévoilera ce vendredi matin les chiffres du commerce extérieur en 2009. La France, 5e exportateur mondial, a grignoté des parts de marché au détriment de ses concurrents.

LE FIGARO.- Quel est le bilan du commerce extérieur français en 2009 ?

Anne-Marie IDRAC.- 2009 a été une année encourageante, marquée par une réduction notable du déficit commercial grâce à la forte baisse de la facture énergétique. Mais, au-delà de ce chiffre, le point majeur est que la France a tenu son rang à l'exportation, dans un contexte de crise. La demande mondiale adressée à notre pays a diminué de 13% en volume, et nos exportations ont baissé dans cet ordre de grandeur. Mais ce mouvement a été aussi marqué ailleurs et, contrairement à l'Allemagne ou à l'Italie, la France a réussi à conserver sa part de marché vis-à-vis des pays de l'OCDE, dont elle représente 6,6% des exportations.

Quelles sont vos perspectives pour 2010 ?

Cette année, nous devons tirer parti de la reprise mondiale. En outre nous profiterons de trois facteurs clefs d'amélioration de notre compétitivité : d'abord, le [crédit impôt recherche](#), considéré comme l'un des meilleurs dispositifs au monde. Ensuite, la [suppression de la taxe professionnelle](#) qui remettra les entreprises françaises au même niveau que leurs concurrents. Enfin, nous allons mettre l'accent sur le développement des entreprises de taille intermédiaire (ETI) qui sont seulement 4.600, mais font 40% des exportations.

Où en est-on du financement à l'exportation, par la Coface ?

Dès le début de la crise, il nous a semblé fondamental, avec Christine Lagarde, d'avoir une politique de soutien proactive du financement des exportations. Les résultats sont au rendez-vous, car nous n'avons jamais eu autant de contrats garantis par la Coface en 2009 (20 milliards d'euros). 45% des livraisons d'Airbus cette année ont été assurées grâce à la couverture Coface. Les dispositifs CAP export et CAP + export ont permis de maintenir le niveau de couverture d'assurance-crédit des exportateurs français : en trois mois, nous avons garanti 140 millions d'encours pour 2.400 dossiers.

Quels secteurs ont soutenu nos échanges l'an dernier ?

La vedette de 2009 est la pharmacie, dont les ventes à l'étranger ont progressé de 8%. Les transports hors automobile ont bien résisté : aéronautique, ferroviaire... L'automobile, quant à elle, a continué à souffrir, mais s'est redressée à partir du second semestre, grâce aux primes à la casse mises en place en Europe. Le secteur qui mérite désormais une attention particulière est l'agroalimentaire dont l'excédent commercial a diminué d'un tiers en 2009, notamment en raison des difficultés de la filière vins et champagne. Avec Bruno Le Maire, nous allons mettre en chantier un plan de soutien à l'export pour l'agroalimentaire.

Quel a été le panorama géographique de nos exportations ?

Nos échanges ont été réalisés l'an dernier à 60% au sein de l'Union européenne, avec une réduction significative du déficit franco-allemand. On constate une stabilisation du solde avec la Chine et une amélioration de notre excédent avec le Proche et Moyen-Orient et l'Afrique.

Quelle analyse faites-vous du déplacement du commerce mondial de l'ouest vers l'est ?

Ce sont les pays émergents, en particulier la Chine, qui tirent la reprise et le commerce mondial, et il est essentiel que nous continuions nos efforts vers ces pays. Il ne faut pas considérer les pays émergents uniquement comme des clients ou comme des concurrents. Il faut aussi les considérer comme des partenaires. C'est un enjeu essentiel pour gagner à l'international.

Partagez-vous les critiques américaines sur la politique de change chinoise, favorisant une sous-évaluation du yuan ?

Nos prises de position sont claires sur notre attachement au respect de la protection de la propriété intellectuelle, la loyauté en matière d'investissement et l'accès au marché. La Chine est devenue le premier exportateur mondial en 2009, mais on ne dit pas assez qu'elle est aussi le deuxième importateur mondial. La Chine dit qu'elle veut rééquilibrer sa croissance en s'appuyant davantage sur sa consommation intérieure. C'est une bonne chose. C'est aussi dans le dialogue et la coopération qu'il faut travailler, y compris sur les questions monétaires. C'est l'esprit des déclarations du G20 sur la nécessité d'avoir un cadre de croissance durable et équilibrée.

Croyez-vous que le cycle de Doha puisse être sauvé ?

Le G20 a réaffirmé à plusieurs reprises qu'il fallait faire aboutir le [cycle de Doha](#). Mais je ne suis pas très optimiste et, à l'évidence, il manque une énergie politique de la part de plusieurs grands partenaires. Mais le principal, et c'est là que l'Organisation mondiale du commerce a joué un grand rôle, c'est qu'il n'y a pas eu de retour au protectionnisme. C'est un succès de la coopération internationale, largement grâce à l'impulsion donnée par Nicolas Sarkozy au sein du G20.